

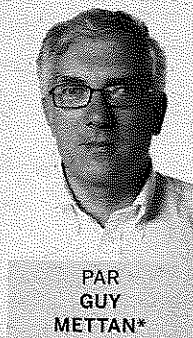
# La revanche de l'Afrique noire

**O**n se souvient de *L'Afrique noire est mal partie*, le fameux livre de René Dumont qui avait défrayé la chronique en 1962. Le pionnier de l'agronomie et de l'écologie françaises mettait en avant les erreurs de développement des jeunes nations africaines tout juste décolonisées. Il constatait que l'Afrique intertropicale piétinait mais qu'elle pourrait se développer rapidement si elle repensait son école, son encadrement, ses infrastructures, sa gouvernance.

Il aura donc fallu attendre près de cinquante ans pour que l'Afrique sub-saharienne montre les premiers signes de décollage. Bien sûr, le bilan est très contrasté suivant les pays. Les zones critiques (les deux Soudans), les nations en implosion (Mali, Centrafrique, République du Congo) ou en régression (Côte d'Ivoire, Madagascar), les régions en rémission lente (Guinée, Liberia, Sierra Leone, Burundi ou Rwanda) ou guerre civile larvée (Nigeria, Mauritanie) occupent le devant de la scène. Mais l'arbre à palabre médiatique ne doit pas cacher la forêt silencieuse des pays qui découvrent ou redécouvrent la croissance après des décennies de déliquescence économique.

La Chine ne s'y est pas trompée, qui investit massivement dans tout le continent et organise régulièrement un sommet des chefs d'Etat africains à Beijing, alors que l'Europe a quasiment déserté la région et que la France se contente de préserver son glacié. Les experts de la Banque mondiale, naguère très sévères avec ce continent, ont désormais basculé dans le camp des optimistes. Reste maintenant à convaincre les opinions publiques et les gouvernements occidentaux.

Signes positifs: la croissance du sous-continent est supérieure à la moyenne mondiale depuis dix ans. Elle a été de 5,8% en 2012, soit loin au-dessus du 1% européen. C'est en partie dû à la hausse des cours des matières premières, mais aussi, et c'est nouveau, à une amélioration du management des entreprises et de la gouvernance politique. Treize pays ont ainsi notablement accru leurs performances dans ce domaine alors que seuls cinq pays ont baissé de niveau. Fait nouveau aussi, l'Afrique devient



PAR  
GUY  
METTAN\*

une terre appréciée des investisseurs étrangers avec 55 milliards de dollars l'an dernier, soit une croissance de 3%, alors que l'Eurozone diminuait de 9%. Même tendance pour l'investissement privé direct. Cet afflux d'argent n'est plus seulement dirigé vers les industries extractives, mais aussi dans la construction, les services, les transports et les télécommunications.

Bien sûr, tout n'est pas rose. Des risques majeurs subsistent: conflits, inégalités des revenus, exclusion sociale, infrastructures insuffisantes et surtout transparence fiscale des entreprises minières quasi inexistante. Mais les perspectives de l'améliorer, et donc les chances pour les Etats d'augmenter notablement leurs ressources, sont bonnes: les pressions dans ce sens se font plus fortes.

Parmi les pays qui avancent sans bruit, on peut citer le Cameroun et le Gabon. Le président camerounais Paul Biya paraît certes indéboulonnable mais les progrès sont là: une économie diversifiée dont l'agriculture (17%) fait mieux que le pétrole (9% du PIB), des privatisations plutôt réussies depuis deux décennies, une dette publique en forte diminution, des investissements réguliers dans les infrastructures (ports, routes, chemins de fer, barrages) ont conduit à une croissance régulière de 3% en moyenne durant la dernière décennie malgré la crise.

Le Gabon, pays minuscule par sa population (1,5 million d'habitants pour une superficie égalant la moitié de la France), relève lui aussi la tête depuis l'élection d'Ali Bongo Odimba à la présidence. Déjouant les pronostics, le fils Bongo s'avère un chef d'Etat plutôt avisé et modernisateur. Un plan de diversification de l'économie et de construction d'infrastructures, avec la création d'une Agence nationale des grands travaux, et la création de zones économiques spéciales, à Libreville et Port-Gentil, sont en cours et commencent à porter leurs fruits...

Deux exemples auxquels il faut ajouter le Ghana, le Kenya, l'Angola, le Mozambique, l'Ethiopie et beaucoup d'autres pays plus modestes. Le XXI<sup>e</sup> siècle, aussi surprenant que cela puisse paraître, pourrait bien être celui de la revanche de l'Afrique.

\* Directeur exécutif du Club suisse de la presse.